

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



BUREAUX
 ROUBAIX. - 69-71, Grande-Rue, Tél. 327.32, 327.33 et 327.34.
 TOURCOING. - 22, rue Carnot, Tél. 37.
 LILLE. - 3, rue Faidherbe, Tél. 539.51.
 PARIS. - 28, boulevard Poissonnière, Tél. Provençoles, 77.64.
 MOUSCRON. - 105, rue de la Station, Tél. 5.44.

ANCIENS DIRECTEURS:
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

En hébergeant 3.200.000 étrangers la France bat tous les records de l'hospitalité en Europe

Dans leur intérêt même, il nous faut une politique des étrangers qui ne soit pas battue en brèche par les interventions politiciennes

PAR MICHEL SAINT-ALBANT

Il y a une question des étrangers qui se pose, qu'on le veuille ou non, pour notre pays. C'est une question qui doit être résolue, non pas seulement dans l'intérêt des Français, mais dans l'intérêt des étrangers eux-mêmes. Il est bien évident, en effet, que la grande majorité des ressortissants étrangers qui vivent à demeure sur notre territoire sont des travailleurs sérieux attachés à leur devoir et dont la main-d'œuvre est précieuse. Résoudre les problèmes que pose la présence des étrangers en France, ce n'est point faire œuvre de xénophobie, tout au contraire. C'est protéger, contre des éléments indésirables, à la fois les Français et la masse honnête des immigrés. En un mot, c'est substituer à l'empirisme qui, dans ce domaine, a régné sans partage jusqu'à ces derniers mois, une politique à la fois prudente et ferme qui garantira, d'une part, les Français contre des tentatives de désordre dont pourraient se rendre coupables des hôtes turbulents et, d'autre part, les étrangers contre d'inutiles vexations.

oserait affirmer que, malgré les dispositions du décret du 2 mai qui ont rendu un peu plus étroite la surveillance des étrangers, ils se soient tous courbés sous les fourches caudines de la loi ? Les décrets-lois de novembre ont marqué un nouveau progrès dans la voie de la réglementation des étrangers. En exigeant, notamment, la nationalité française des délégués d'usines et des concessionnaires des services publics, le gouvernement a réagi contre la déplorable tendance à donner aux étrangers des droits que les Français eux-mêmes ne pouvaient pas toujours acquérir. Cette tendance fut celle du Front populaire, et cela ne saurait étonner puisque l'« aile marchante » de cette formation politique, c'est-à-dire les communistes, recrutait volontiers ses « troupes de choc » parmi les étrangers résidant en France.

(Lire la suite page 3.)

L'union dans la nation doit s'incarner dans un gouvernement qui soit l'expression de la France volontaire

DÉCLARE M. PICHOT, A LYON

AU COURS D'UNE RÉUNION DE PROPAGANDE DU MOUVEMENT COMBATTANT



M. PICHOT

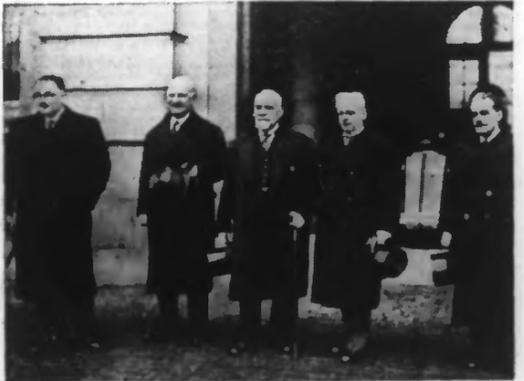
Lyon, 22 janvier. — Dimanche matin s'est tenue, au Palais d'Hiver, une réunion de propagande en faveur de l'action commune de salut public menée par le mouvement combattant.

Elle était présidée par MM. Joannès Mercier, président de l'Union fédérale des combattants du Rhône et Humbert Isaac, président de l'U.N.C. du Rhône.

Les huit mille auditeurs venus de tous les points du département applaudirent les discours de MM. Jean Goy, président de l'U.N.C. et Henri Pichot, président de l'Union fédérale des combattants.

Troupe de choc de la révolution
 Tels étaient ceux qui avaient le louable désir de sortir de l'illégalité. Qui

LE NOUVEAU CABINET BELGE



LES NOUVEAUX MINISTRES VIENNENT DE PRÊTER SERMENT DEVANT LE ROI. De gauche à droite : MM. D'ASPROMONT-LYNDEN (Agriculture), BARNICH (Affaires économiques), P.-E. JANSON (Affaires étrangères), VAN DIEVOET (Justice) et JENNISSEN (Santé publique).

A l'Exposition du progrès social à Lille L'AMITIÉ FRANCO-BELGE

s'est manifestée au cours de la cérémonie de la pose de la première pierre du pavillon de Belgique qui s'est déroulée en présence de MM. Pomaret, ministre du Travail français; Delattre et Marck, ministres belges du Travail et des Transports



A gauche : M. DELATTRE, ministre belge du Travail, posant la première pierre du pavillon belge. A droite : M. CH. POMARET prononçant son discours.

Les sentiments profonds d'amitié que nourrissent les uns pour les autres les Français et les Belges ont pu s'exprimer, une fois encore, très librement, au cours de la cérémonie de la pose de la première pierre du pavillon belge de la future Exposition du Progrès social, hier dimanche, à 11 h. 15, à Lille.

En effet, au cours de cette cérémonie, marquant, en premier lieu, la collaboration de nos deux pays dans le domaine économique et manifestant les mêmes aspirations dans le domaine social, des voix autorisées se sont plu à souligner l'identité des intérêts français et belges menacés d'être compromis dans l'agitation internationale.

Ces voix étaient celles de MM. Delattre et Marck, ministres belges, le premier, du Travail ; le second, des Transports, et de M. Pomaret, ministre français du Travail. Autour d'eux, un grand nombre de personnalités françaises et belges assistaient à cette cérémonie, amicalement mêlées. Citons MM. Le Teller, ambassadeur de Belgique à Paris ; Carles, préfet du Nord ; Mahieu, vice-président du Sénat, ancien ministre, président du Conseil d'administration de l'Exposition ; le général Ni-

cole, commandant le Génie de la Ire Région, représentant le général Doumenc ; E. Roussel, sénateur, Lebas, député-maire de Roubaix ; Saint-Venant, député-maire de Lille ; le docteur Dupré, député ; Mgr Descamps, représentant S.E. le cardinal Liénart ; Matorne, commissaire général du Gouvernement belge ; Valcke et Thaine, consuls de Belgique ; Masson, président du Tribunal de Commerce ; Deplis, procureur de la République ; Robin, procureur général à Douai ; Salembien, maire de Tourcoing, et J. Masurel, adjoint ; K. Sory, adjoint au maire de Roubaix, président du comité du Centre régional ; Hiriart, directeur des services du Commissariat général ; Croquez, président du Comité des participations étrangères, etc., etc...

(Lire la suite page 3.)

Après de longues heures d'attente hallucinante dans la tempête

réfugiés sur l'épave de l'hydravion géant « Cavalier », en détresse dans l'Atlantique entre New-York et les îles Bermudes, dix des occupants sur treize sont sauvés par un navire



L'HYDRAVION « CAVALIER » (Ph. N.Y.T.)

Ainsi que nous l'avons relaté, hier, en dernière heure, l'hydravion quadrimoteur « Cavalier » qui se rendait avec huit passagers et cinq hommes d'équipage de New-York aux îles Bermudes, se trouvait en détresse et sur le point de couler. Voici les informations reçues à ce sujet dimanche :

New-York, 22 janvier. — D'après un message capté à 4 h. 25 (G.M.T.), par le Service des garde-côtes, le vapeur « Esso-Baytown » a trouvé l'hydravion « Cavalier » et a mis à l'eau des bateaux de sauvetage.

Malheureusement, trois d'entre eux, épuisés avaient coulé noyés ; le steward et deux voyageurs.

Le sauvetage des dix survivants s'est déroulé dans des conditions dramatiques. L'épave de l'hydravion, à laquelle étaient accrochés les passagers, menaçait à tout moment de sombrer dans la mer déchaînée.

Dans les ténèbres hachées par les feux intermittents des projecteurs, les manœuvres de l'ouragan empêchaient d'entendre les cris poussés faiblement par les femmes épuisées et transies par

La guerre en Espagne LE SORT DE BARCELONE SE JOUE SUR LE FRONT IGUALADA-MANRESA

Les nationalistes sont parvenus à 20 kms de la capitale catalane

Une réaction désespérée des gouvernementaux a retardé la prise d'Igualada

Lerida, 22 janvier. — D'un des envoyés spéciaux de l'Agence Havas : A midi, le G.O.G. nationaliste a annoncé que les forces du général Yague ayant pris Vilanueva y Getrie et le petit port de Sitges, se trouvaient à 30 km. de Barcelone par la route côtière.

Plus au nord, les forces du général Garcia Valino étant arrivées devant le gros village de San Sadurn de Goya, en bordure de la voie ferrée de Barcelone, sont aussi à 30 km. de la capitale catalane.

Igualada a été occupée dimanche matin à 9 heures par les forces légionnaires qui marquaient le pas devant la ville depuis trois jours ; dans les autres secteurs, l'avance a été générale.

On annonce officiellement qu'il n'y a plus, qu'il ne peut plus y avoir de lignes fortifiées gouvernementales avant Barcelone.

Le grand drame de la prise de Barcelone se posera donc demain.



En Catalogne, les soldats franquistes regardent le bombardement des positions adverses. (Ph. Kaystone.)

Un coup de théâtre dans l'affaire de la malle tragique

LA POLICE ARRÊTE PRÈS DE BORDEAUX UN ITALIEN, QUI AVOUE

avoir acheté la malle pris l'argent du livret de Juguet payé la chambre à l'hôtel Marengo

MAIS CET INDIVIDU PRÉTEND QU'IL N'A PAS TUÉ ET QU'EST UN INCONNU QUI LUI A DONNÉ DES ORDRES

Le Havre, 22 janvier. — On sait qu'après la mise hors de cause du frère de la victime trouvée dans la malle tragique de l'hôtel Marengo à Paris, l'enquête policière s'était orientée vers Le Havre, où les compagnons du malheureux aide-pâtisier, à bord du « Paris » furent interrogés.

Les enquêteurs recueillent un aide-pâtisier nommé Pichon, fit bien le dernier voyage en compagnie de Victor Juguet, la victime.

Il ne fut pas rembarqué le 4 janvier et il ne figurait plus sur le rôle des paquebots.

Des renseignements le concernant furent aussitôt demandés de toute urgence à Bordeaux.

Ce Pichon, né le 24 mai 1904, vagabond déjà dix fois condamné, fut donc appréhendé, dimanche, à Bordeaux. Mais il n'eut aucune peine à se disculper, car il put prouver qu'il n'était pas à Paris à l'époque où se committait le crime.

Il ne fut pas rembarqué le 4 janvier et il ne figurait plus sur le rôle des paquebots.

Un avion de secours a survolé à faible altitude les lieux de l'accident pour tenter de retrouver les naufragés. Douze navires alertés par les S.O.S. patrouillent encore dans les parages. Le vapeur « Eric » fit transférer son médecin à bord du bateau sauveur pour donner ses soins aux recapés.

Les aveux de l'italien Giuseppe Resial... Celui qui s'est produit dimanche et



JEAN PICHON, le vagabond dont les papiers avaient été volés par Resial. (Ph. Pichon.)

Vertical text on the left margin containing various small advertisements and notices.